

# Oracle dépossédé de ses plaintes contre Google... partiellement

Poursuivre un concurrent en justice pour violation de brevet peut parfois se retourner contre soi. Oracle l'a récemment appris à ses dépens. Il vient de se voir annuler **17 des 21 plaintes** que l'éditeur a déposé à l'encontre de Google dans une affaire de viols de brevets Java sur un brevet.

Rappel des faits : il y a bientôt un an, le 12 août 2010, [l'entreprise de Larry Ellison porte plainte contre la firme de Mountain View](#) auprès d'un tribunal fédéral de San Francisco. L'éditeur de Redwood City **accuse le moteur de recherche d'avoir « emprunté » les technologies Java**, détenues par Oracle depuis le rachat de Sun Microsystems, utilisées pour développer DalvikVM, la machine virtuelle Java d'Android qui permet de faire tourner des applications Java (après conversion de celles-ci).

Plutôt que de répondre frontalement par l'attaque (comme c'est souvent l'habitude dans le secteur de l'informatique, voire à titre d'exemple récent [la guerre que se livrent Apple et Samsung](#)), Google a simplement demandé à l'USPTO (US Patent and Trademark Office), l'organisme qui gère les dépôts de brevets aux Etats-Unis, de **vérifier la validité des brevets litigieux**. Résultats, sur le brevet 6192476, 17 plaintes sur 21 ont été annulées le 22 juin, rapporte [Groklaw](#).

Il reste néanmoins 5 autres brevets litigieux qui recouvrent **168 réclamations au total**. 38 d'entre elles ne feront pas l'objet d'une révision et 46 ont déjà été annulées. Il en reste 122 à vérifier à ce jour. Un trop grand nombre pour la Justice. En mai dernier, le juge américain **William Alsup** a demandé à Oracle de réduire le nombre de ses plaintes à un volume « *jugeable* » (en termes de capacité de procédure judiciaire). Il a également pointé des incohérences des demandes de Google et lui a demandé de réduire son nombre de révisions. Dans l'espoir que les deux parties s'entendent pour éviter un procès qui s'annonce d'avance compliqué? Connaissant Oracle, il y a peu de chance que William Alsup soit entendu.